

Le coopérativisme agricole argentin, du XIX^e siècle aux défis contemporains

The agricultural cooperative movement in Argentina: From the 19th century to contemporary challenges

El cooperativismo agrario en Argentina, desde el siglo XIX hasta los desafíos contemporáneos

José Martín Bageneta

Number 346, October 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1041723ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1041723ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bageneta, J. M. (2017). Le coopérativisme agricole argentin, du XIX^e siècle aux défis contemporains. *Revue internationale de l'économie sociale*, (346), 74–86.
<https://doi.org/10.7202/1041723ar>

Article abstract

This article examines the history of the agricultural cooperative movement in Argentina from its beginnings until today in the context of the evolution of the national agricultural model. The article identifies four main stages. The first cooperative experiments occurred in the late 19th century when Argentina became an agricultural exporting country. The cooperative movement then expanded and consolidated thanks to the growth of the domestic market during the first half of the 20th century. During the second half of the 20th century, the indebtedness and difficulties of small and medium producers gradually led to stagnation and a debate about organisational forms. In the recent period, in a sector dominated by agribusiness, cooperatives have experienced various successive states of crisis, disappearance, and/or conversion.

LE COOPÉRATIVISME AGRICOLE ARGENTIN, DU XIX^e SIÈCLE AUX DÉFIS CONTEMPORAINS

par José Martín Bageneta*

Cet article présente une synthèse de l'histoire de la coopération agricole en Argentine des origines jusqu'à nos jours, sur fond d'évolution du modèle agricole national. Quatre grandes étapes se détachent : les premières expériences associatives à caractère coopératif sont apparues à la fin du XIX^e siècle, lorsque l'Argentine est devenue un pays agricole exportateur. Ensuite, le mouvement coopératif s'est développé et consolidé à la faveur de la croissance du marché intérieur pendant la première moitié du XX^e siècle. Lors de la seconde moitié du XX^e siècle, l'endettement et les difficultés des petits et moyens producteurs ont provoqué une stagnation progressive et un débat organisationnel. Au cours de la période récente, dans un secteur agricole dominé par l'agrobusiness, le coopérativisme a connu divers états successifs : crise, disparition et/ou reconversion.

The agricultural cooperative movement in Argentina: From the 19th century to contemporary challenges

This article examines the history of the agricultural cooperative movement in Argentina from its beginnings until today in the context of the evolution of the national agricultural model. The article identifies four main stages. The first cooperative experiments occurred in the late 19th century when Argentina became an agricultural exporting country. The cooperative movement then expanded and consolidated thanks to the growth of the domestic market during the first half of the 20th century. During the second half of the 20th century, the indebtedness and difficulties of small and medium producers gradually led to stagnation and a debate about organisational forms. In the recent period, in a sector dominated by agribusiness, cooperatives have experienced various successive states of crisis, disappearance, and/or conversion.

El cooperativismo agrario en Argentina, desde el siglo XIX hasta los desafíos contemporáneos

El trabajo se propone presentar una sintética historia de la estructuración y los cambios del cooperativismo agrario argentino desde su conformación hasta la actualidad, comprendiéndolo en relación con las características que asumió en cada etapa del modelo agrario nacional. Se reconocieron cuatro etapas de este actor: hacia fines del siglo XIX y comienzos del XX, junto con la conformación del país agro exportador, se produjo la creación de primeras experiencias asociativas con rasgos cooperativos. Durante la primera mitad del siglo XX, al amparo de un país en el cual ganaba peso el mercado interno, hubo un proceso de crecimiento y consolidación. Desde la segunda mitad de ese siglo, ante el endeudamiento y dificultad para los pequeños y medianos productores, correspondió el progresivo estancamiento y debate organizacional. El período reciente, con un sector agrario dominado por el agro negocio, el cooperativismo acusó el paso por distintas situaciones: crisis, desaparición y/o reconversión.

* Chercheur au CONICET (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas), Centro de Estudios de Sociología del Trabajo (CESOT), université de Buenos Aires (Argentine). Texte traduit de l'espagnol par Patricia Toucas-Truyen.

Notre approche méthodologique de l'histoire du coopérativisme agraire argentin croise l'examen critique de la littérature relative à ce sujet et l'analyse des données quantitatives établies à partir de sources primaires et secondaires. En ce qui concerne les statistiques sur le nombre des associations, les différents auteurs⁽¹⁾ s'accordent sur le manque de fiabilité des registres officiels depuis la fin du xx^e siècle (Lattuada, Renold, 2004; Obschatko *et al.*, 2011). Les coopératives agricoles furent un acteur social important du pays, représentant collectivement des intérêts particuliers et impliquant – en termes gramsciens – des projets qui, selon le niveau de conscience et d'organisation atteint (économique corporatif, sectoriel ou politique) rivalisaient et/ou dialoguaient avec l'Etat et avec d'autres associations de l'espace social (Gramsci, 1980). C'est pourquoi nous analyserons dans cette étude les variables liées au niveau d'organisation de la coopérative, les modalités d'action des membres et la mise en perspective avec les événements politiques et économiques du pays. Depuis la fin du xx^e siècle jusqu'à nos jours, l'Argentine a emprunté différents modèles socio-économiques (Rapoport, 2000; Basualdo *et al.*, 2012), auxquels ont été liées les quatre phases du coopérativisme agricole qui se dégagent à partir de la conception théorique et des sources et de la bibliographie disponibles.

Les premières expériences associatives de forme coopérative ont émergé durant la période d'exportation agricole (1880-1930). Ensuite, le modèle agro-exportateur de substitution aux importations (1930-1955) a favorisé un processus de croissance et de consolidation. A partir de la période développementaliste (1955-1975) et du redressement financier⁽²⁾ (1976-2001), on observe une stagnation du secteur coopératif traversé par un débat organisationnel interne. Avec le modèle plus récent, caractérisé par le mercado-internisme⁽³⁾, la concentration, l'étrangérisation et l'extractivisme⁽⁴⁾ (2001-2015), le coopérativisme a connu une succession de crises, disparitions et/ou reconversions, comme dans la décennie précédente.

Cette période longue de plus d'un siècle a été marquée par la domination économique de la région de la Pampa⁽⁵⁾ qui fournissait les devises. En outre, l'oligarchie terrienne exerçait sa suprématie dans les prises de décisions concernant les cours nationaux, ce qui provoquait des situations conflictuelles (Barsky, Gelman, 2001; Giberti, 1984). Observant la trajectoire des différentes corporations agricoles sur le long terme, Mario Lattuada a remarqué que le premier et le dernier quart du xx^e siècle ont constitué les deux moments clés de leurs processus de structuration, qu'il s'agisse de leur démarrage ou de leurs crises.

Naissance du mouvement coopératif agraire argentin au XIX^e siècle

Bien que des formes associatives aient existé dans toute l'Amérique latine chez les peuples autochtones de la période précolombienne, notre étude se concentre exclusivement sur le développement,

(1) Le manque de fiabilité des statistiques officielles est notamment signalé par Lattuada et Renold (2004).

(2) Une nouvelle politique économique fut initiée à partir de la dictature militaire de 1976. Appelée *valorización financiera*, elle marquait le passage de la prédominance du capital financier sur le capital productif et se traduisait par la dette externe du secteur privé entrepreneurial et le transfert (la fuite) des capitaux à l'étranger, après leur valorisation par le taux élevé de l'intérêt local.

(3) Les politiques « mercado-internistes » visent à mettre en place des mesures de restriction des importations et d'encouragement à la consommation intérieure des milieux populaires. Pour différentes raisons, tout au long du xx^e siècle, des expériences de ce type ont été menées en Argentine, en particulier durant la période péroniste (1946-1955).

(4) *Extranjerización* fait référence à l'influence croissante, à partir des années 1990, des capitaux étrangers sur la puissance économique de l'Argentine (Basualdo *et al.*, 2012). « Extractivisme » est un terme employé en Amérique latine pour caractériser un mode d'organisation d'un pays, fondé sur une forte dépendance à l'égard de l'exploitation intensive des ressources naturelles, avec une valeur ajoutée très faible, dans un but d'exportation.

(5) La région de la Pampa est une plaine de climat tempéré, située dans le centre-ouest du pays, qui regroupe les provinces de Buenos Aires, la Pampa, San Luis, Córdoba, Santa Fe et Entre Ríos. Depuis 1880, la région a joué un rôle hégémonique, en focalisant les intérêts nationaux, en adaptant ses productions primaires exportables (laines, viandes, céréales et oléagineux) et en subordonnant les intérêts des autres régions productrices.

à partir du XIX^e siècle, des associations issues de la matrice rochdalienne (Cracogna, 1968; Cardona, 1974).

La nation argentine s'est constituée en 1880 à partir de la subordination des intérêts des différentes régions du pays au projet agro-exportateur de l'oligarchie des éleveurs et des armateurs. Ce projet était fondé sur les conditions propres à la plaine de la Pampa: surproduction primaire et capacité d'adaptation (Rofman, Romero, 1974). Conformément à la division internationale du travail et aux directives de la métropole, il reposait sur trois piliers: la terre – par l'élimination de la population indigène –, le capital – sous forme de crédit – et le travail – grâce à l'immigration européenne. Entre 1870 et 1913, l'Argentine occupa le premier rang mondial de l'accroissement du PIB par habitant (Barsky, Gelman, 2001).

Ce modèle suscita cependant des résistances, comme la révolte paysanne de 1912 connue sous le nom de Cri d'Alcorta (Grito de Alcorta) dans le Sud de la province de Santa Fe. Les petits et les moyens fermiers, migrants pour la plupart, déclenchèrent une grève de la production pour réclamer l'amélioration des conditions de leurs contrats de fermage. A l'occasion de ce conflit, fut créée la Federación Agraria Argentina (FAA), qui initia au cours des décennies suivantes l'une des branches du coopérativisme agraire.

En 1898, cinquante-quatre ans après l'expérience des Pionniers de Rochdale, fut fondée à Pigüé, au sud-ouest de la province

Carte des régions actuelles de l'Argentine
(INDEC, Instituto Nacional de Estadísticas y Censos)



de Buenos Aires, la première association agraire de ce type en Argentine, appelée El Progreso. Sa création intervint dans le contexte d'un regroupement du coopérativisme argentin, avec la constitution des « coopératives de premier niveau », particulièrement influentes dans la région de la Pampa, mais aussi présentes dans différentes régions du pays où l'immigration européenne avait été importante. Rassemblant des petits et moyens producteurs, ces coopératives avaient pour objectif de répondre aux besoins élémentaires du monde rural, comme l'approvisionnement en produits de consommation de base, la lutte contre les abus des intermédiaires à tous les niveaux et l'intégration culturelle des nouveaux arrivants (Cracogna, 1968). Le coopérativisme agricole est né de la conjonction entre l'impulsion de l'Etat et l'apport du capital social des divers groupes d'immigrés. Selon certains auteurs, le mouvement coopératif en Amérique latine s'est formé à partir des modèles créés par les immigrés de différents pays sur la base de leurs propres expériences (Coque, 2002). L'Etat fut un interlocuteur constant pour les coopératives agricoles, en tant que destinataire des commandes, des réclamations et des remerciements. De fait, les coopératives ont été considérées durant cette période, comme des vecteurs de colonisation et de technicisation de l'agriculture.

Ces coopératives s'occupaient d'abord de la commercialisation, couvrant un large éventail des productions primaires caractéristiques de chacune des régions du pays. On distinguait ainsi : les coopératives agricoles rizicoles et laitières dans la région de la Pampa ; les coopératives bovines et fruitières en Patagonie ; les coopératives cotonnières et productrices d'herbe à maté⁽⁶⁾ dans le Nordeste ; les coopératives viticoles et vinicoles dans le Cuyo et les coopératives sucrières dans le Noroeste. Ainsi, tandis que s'imposait le modèle national agro-exportateur, les coopératives agraires se constituaient en organisations alternatives pour les producteurs de petite taille, face aux monopoles de commercialisation.

Au début du XX^e siècle, furent créées les premières coopératives de second niveau dans le pays. En 1922, ce fut le tour de l'Asociación de Cooperativas Rurales de la Zone Centrale de Rosario, au Centre-Sud de la province de Santa Fe, qui fédérait les coopératives des provinces de Córdoba et de Santa Fe. Elle prit ensuite le nom d'Asociación de Cooperativas Argentinas (ACA), qui reste sa dénomination actuelle (Mateo, 2012). La province de Santa Fe, dans la région de la Pampa, se hissa rapidement au premier rang national pour le nombre et de l'activité des coopératives agricoles⁽⁷⁾, du fait de son rôle dans la colonisation.

Croissance et consolidation au tournant de la première guerre mondiale

Si la Première Guerre mondiale avait entraîné des difficultés d'écoulement des produits primaires, la Grande Dépression de 1929

(6) La *yerba mate* (*Ilex paraguariensis*) est une espèce arborée néotropicale originaire des bassins fluviaux de l'Alto Paraná, Alto Uruguay et quelques affluents du Río Paraguay. A partir des feuilles et des branches, séchées et broyées de cette aquifoliacée, on prépare le maté, infusion utilisée dans la gastronomie du Paraguay, de l'Argentine, du sud du Brésil, de la Bolivie, de l'Uruguay et du Chili.

(7) Les statistiques de 1966 dénombreaient 392 coopératives dans la région de la Pampa, alors que la province de Buenos Aires qui, occupait jusque-là le premier rang, n'en comptait que 290. Ces chiffres ont ensuite varié, mais sans remettre en question la suprématie de la Pampa.

réduisit encore les débouchés. Le modèle agro-exportateur subit alors des modifications. Dans le domaine agricole, des conseils réglementaires vinrent relayer l'action de l'Etat pour garantir la commercialisation des différentes productions primaires en intervenant dans l'offre et la demande. Parallèlement, la mise en œuvre du processus de substitution aux importations permit que l'industrie légère soit progressivement produite sur le marché domestique. De ce fait, entre 1930 et 1960, la région de la Pampa connut une stagnation de la production et un recul de la production céréalière au profit de l'expansion de l'élevage. Par contre, dans les autres régions, les productions industrielles – comme le coton dans la province de Chaco – gagnèrent en superficie, ce qui répondait aux besoins de l'industrie substitutive. Dans la Pampa, la crise se traduisit par une augmentation du nombre de producteurs locataires de leur exploitation tandis que le nombre des propriétaires baissait du fait de la stabilisation par l'Etat des prix des loyers des terrains. Durant la première moitié du xx^e siècle, la coopération agricole bénéficia constamment de l'attention des gouvernements successifs, démocratiques ou dictatoriaux, qui les considéraient comme des outils pour la mise en œuvre des politiques territoriales, qu'il s'agisse de la colonisation ou des mesures économiques (Girbal-Blacha, 2001; Mateo, 2012; Olivera, 2014).

Selon Olivera (2014), pendant les années 1930, pour atteindre leurs objectifs dans un contexte d'interventionnisme croissant de l'Etat, les coopératives alternèrent divers moyens de pression, de la participation dans des organismes publics à la confrontation directe avec l'Etat, « *Les organisations coopératives menèrent des politiques différentes concernant la commercialisation des matières premières (grains, lait etc.), les productions agro-industrielles et sur le crédit coopératif* » (Olivera, 2014, p. 267).

Durant cette décennie, trois organisations importantes, sur le plan économique et idéologico-institutionnel, de la coopération agricole en Argentine, virent le jour dans la région de la Pampa⁽⁸⁾. Deux d'entre elles étaient des coopératives agricoles et d'élevage, la Federación Argentina de Cooperativas Agrarias (FACA) et ACA, et la troisième, SANCOR, était une coopérative laitière. Née au sein de l'organisation corporative FAA, FACA présentait un caractère revendicatif. La seconde organisation, ACA, se situait sur le plan purement économique, tandis que la troisième, SANCOR, jouait un rôle intermédiaire entre revendication et action économique.

Avec la mise en place du modèle substitutif aux importations sous le gouvernement péroniste (1946-1955), les coopératives occupèrent une place essentielle comme interlocutrices pour les fonds destinés au secteur agricole, notamment lorsqu'en 1950 le gouvernement décréta la centralité de l'agriculture. L'Instituto Argentino para la Promoción del Intercambio (IAPI)⁽⁹⁾, créé en 1946, fer de lance de l'intervention de l'Etat, donnait la priorité aux coopératives pour la commercialisation de la production primaire (en particulier

(8) La seule de ces trois organisations coopératives ayant maintenu un fonctionnement solide est ACA. FACA a été liquidée durant les années 90 et SANCOR a connu dernièrement une crise prolongée.

(9) L'IAPI a été en activité jusqu'en 1955. Son activité principale consistait à fixer un prix minimum à payer aux producteurs (céréales, grains et viande), et à réaffecter les bénéfices de l'exportation vers l'industrie – en premier lieu – et ensuite vers l'agriculture.

céréalière et oléagineuse), en leur garantissant des prix minimaux et le Crédit Agricole pour les semences. Elles devinrent ainsi les représentantes institutionnelles des intérêts des petits et moyens producteurs, et leur nombre quintupla durant le gouvernement péroniste (Lattuada, Renold, 2004; Mateo, 2012), passant de 353 en 1943 à 1484 en 1955; ces chiffres avancés par Mario Yuri Izquierdo (1972) sont confirmés par divers auteurs.

La Confederación Intercooperativa Agropecuaria Limitada (CONINAGRO) fut fondée en 1956, après plusieurs tentatives infructueuses durant le péronisme⁽¹⁰⁾. Cette organisation de troisième niveau regroupait les coopératives agraires de second niveau et remplissait une fonction corporative.

Ainsi, grâce à un modèle qui leur conférait un rôle économique et syndical central, la capacité des coopératives agricoles argentines à représenter les intérêts des agriculteurs parvint à maturité. L'arrivée d'une entité de troisième degré consacra le passage de la représentation isolée du début du XX^e siècle vers un organisme de représentation corporative sectorielle au niveau national.

Stagnation et débat organisationnel après la chute du péronisme

Dans la série de gouvernements démocratiques et dictatoriaux qui se succédèrent après la chute du péronisme (1955-1976), le dénominateur commun était un Etat dirigiste et interventionniste qui céda progressivement la place au libre jeu de l'offre et de la demande. Ce fut une « expérience pilote » pour les décennies suivantes. Le gouvernement du général Perón engagea en 1952 une réforme agraire avec l'appel du « retour aux champs », qui tenta – sans succès sur le moment – d'impulser des changements majeurs dans le secteur. La période suivante fut marquée par la mise en œuvre de « *politiques plus favorables au secteur agricole, dont l'aspect le plus marquant fut la combinaison de prêts bonifiés et d'avantages fiscaux* » (Barsky, Gelman, 2001, p. 332). En outre, il fut mis fin à la reconduction des baux de location qui avait été une constante dans les années antérieures.

L'objectif de « développement », comme ce fut le cas au niveau international, commença à déterminer toutes les actions de l'Etat argentin. L'impulsion donnée par les Etats-Unis à la « Révolution verte » entraîna la promotion des machines et outils agricoles pour une meilleure productivité. Dans la Pampa, l'agriculture gagna en superficie sur l'élevage⁽¹¹⁾, impactant les associations en milieu rural, comme en témoigne l'évolution quantitative des coopératives agraires selon la branche de production. A partir des années 70, plus de la moitié des coopératives étaient des coopératives agricoles (Lattuada, 2006).

La coopération agricole continua à être une référence pour les politiques publiques de « développement » (loi n° 19.039 du 14 mai 1971).

(10) En fait, l'organisation CONINAGRO a été fondée à partir de l'expérience de 1953, le Consejo Directivo Central Intercooperativo Agrario (Cracogna, 1968).

(11) « *Agriculturisation* » : c'est ainsi que l'on nomme le processus d'extension de la superficie destinée à l'agriculture sur celle consacrée à l'élevage, dans la région de la Pampa, à partir des années 60.

Cette orientation était encouragée par les Etats-Unis, par le biais de l'Organización de los Estados Americanos (OEA) et de la Food and Agriculture Organisation (FAO). Contemporain de ces événements, Yuri Izquierdo affirmait : « *Si au-delà de la bonté de sa doctrine et de ses objectifs louables, le mouvement coopératif n'est pas un outil efficace pour le développement économique et social, son intérêt, dans ces moments de la vie latino-américaine, ne serait rien de plus qu'une référence utopique, ainsi qu'on l'a toujours considéré.* » (1972, p. 4).

Après une période de prospérité pour les coopératives, la chute du gouvernement marqua le début d'une stagnation progressive de trente ans. Selon plusieurs auteurs (Lattuada, Renold, 2004 ; Lombardo *et al.*, 2009), ce processus découlait des mutations du modèle agricole qui avaient progressivement mis en difficulté la base sociale, mais aussi du déclassement du rôle des coopératives dans les politiques économiques et d'un affaiblissement des modèles organisationnels adoptés. Le secteur avait également été fragilisé par les politiques des gouvernements militaires successifs, hostiles à toutes les organisations sociales, ainsi que par la diminution des financements, qu'ils soient d'origine coopérative ou publique (Obschatko *et al.*, 2011).

L'une des conséquences, et non des moindres, fut l'apparition d'un élément propre aux lieux d'action collective, connu sous le terme de « *free rider* »⁽¹²⁾. Ce phénomène est apparu principalement dans les organisations de premier niveau, où il traduisait un certain « relâchement » des liens internes de solidarité. Les *free riders* étaient des individus qui profitaient de leur appartenance à un collectif social (en l'occurrence, les membres d'une coopérative) pour promouvoir leurs propres actions. Par exemple, ils sollicitaient des crédits auprès de la coopérative pour acheter des semences et des fertilisants, mais ils se gardaient ensuite de donner leur production à l'organisation. Un changement s'était donc produit dans la logique interne des organisations : le délitement des valeurs et des principes qui avaient prévalu lors de leur fondation. Décrivant la dynamique d'une coopérative de premier niveau, Yuri Izquierdo évoquait la présence de tensions entre la doctrine et la recherche de l'efficacité économique laquelle, selon lui, n'était pourtant pas incompatible avec les objectifs sociaux que devait remplir la coopérative (1972, p. 85). Mario Lattuado a cependant livré plus récemment une analyse différente de ce processus « *les organisations se sont éloignées progressivement de leurs principes originaux et elles se sont transformées en entreprises capitalistes, recherchant le profit sans en mesurer les conséquences* » (Lattuada, 2006, p. 222).

Caractéristiques de cette nouvelle rationalité économique, les systèmes de capitalisation progressèrent à partir du milieu du XX^e siècle dans les coopératives de premier niveau, qui cherchaient à augmenter leur capital social et à limiter la fuite des ressources des associés (*free riders*), à l'aide de divers mécanismes leur permettant de disposer d'une plus grande quantité de capital liquide pour

(12) Dans certains pays, comme aux Etats-Unis, des clauses ont été introduites dans les règlements des coopératives agricoles afin que ces pratiques ne nuisent pas à leur fonctionnement (Carricart, 2012).

investir ou pour faire face à d'éventuelles crises (Yuri Izquierdo, 1972; Basañes, 2011).

Par ailleurs, durant cette période eurent lieu des débats sur les formes d'organisation des coopératives, en particulier des fédérations: « *Il n'est pas raisonnablement justifié de s'accrocher à des structures déjà dépassées, au seul motif d'une idée-force partagée, ou par simple tradition, ou encore par simple affinité ou sympathie personnelle* » (Cracogna, 1968, p. 87). Il fut donc proposé de réorganiser les entités de second niveau (ACA et AFA) avant de les répartir par branches de production, sous l'égide d'une entité de troisième niveau, en l'occurrence CONINAGRO. Cette proposition n'aboutit pas, en partie à cause des divergences de modes d'action et d'appartenances idéologiques des unes et des autres, selon qu'elles jouaient un rôle plutôt revendicatif ou plutôt économique.

La dictature militaire de 1976, à défaut de provoquer la ruine de l'acteur social coopératif, provoqua l'endettement des producteurs agricoles. En effet, bien qu'ayant pu obtenir des crédits pour acquérir du matériel agricole, ceux-ci ne parvenaient pas à rembourser les intérêts à taux élevé.

Au cours des années 80, le mouvement coopératif national subit un renversement de sa croissance qui était à son apogée au milieu du XX^e siècle. Il maintint cependant son poids dans l'activité agricole du pays. Au début de cette décennie, une politique de crédit restrictive conduisit les coopératives à financer leurs sociétaires au lieu de capitaliser les excédents et de les redistribuer. Cette situation provoqua l'endettement des producteurs, et conséquemment l'insolvabilité des coopératives (Obschatko *et al.*, 2011).

Tableau

Nombre de coopératives agricoles et d'adhérents en Argentine (1937-2013)

Année	Coopératives	Adhérents
1937	278	42 182
1943		66 066
1946	489	84 104
1951	943	181 070
1955	1 484	325 024
1966	1 374	455 023
1972	1 437	460 729
1985	1 282	459 372
1988/1994	813	92 968
2013	835	122 710*

Source: tableau établi par l'auteur à partir de: Lattuada, Renold, 2004; *Base de cooperativas a nivel nacional: mantenidas, suspendidas y canceladas*, INAES, 2013.

* En l'absence d'informations sur le nombre d'adhérents en 2013, nous avons repris le chiffre du recensement de 2007 (CINEA, 2007). Les faiblesses méthodologiques de ce recensement sont expliquées dans cet article.

L'ACA, quant à elle, orienta différemment sa production, en développant un complexe portuaire à San Lorenzo (Santa Fe) et à Quequén (Buenos Aires). Par ailleurs, en réaction au modèle d'agrobusiness qui commençait à s'installer, la coopérative envisagea de fabriquer des intrants et de la technologie, des pépinières de ses propres semences, des aliments pour animaux et agrochimiques. Elle organisa également le dispositif de formation Acción Cooperativa de Extensión Rural, afin de répondre à la demande de technicisation.

Crise et reconversion à partir des années 90

A partir des années 90, les coopératives agricoles argentines amorcèrent une nouvelle phase de leur évolution, marquée par deux modèles politico-économiques successifs. Tout d'abord, le néolibéralisme du Consensus de Washington, fondé sur le secteur financier et qui découlait historiquement des changements structurels opérés par la dictature militaire de 1976. Ensuite, 2003 signa le début d'une décennie de politiques économiques établies sur le prix élevé des produits de base (soja, dans le cas argentin). Sans rompre totalement avec le modèle antérieur, ces politiques relancèrent la consommation intérieure pour une large frange de la société.

Durant la première période, le monde agricole a connu des bouleversements sociaux. Entre 1988 et 2002, au niveau national 20,8 % des petites exploitations ont disparu, tandis que la taille moyenne des exploitations existantes augmentait (CNA 1988 puis 2002). De nouvelles stratégies de production délocalisées furent mises en œuvre, comme les pools de semis. La propriété de la terre est devenue secondaire par rapport à son usufruit, tandis que le soja devenait la culture majoritaire. L'Etat a abandonné son rôle régulateur, supprimant les conseils créés durant les années 30. Ceux-ci furent remplacés par des programmes qui répondaient de manière « cosmétique » – en l'absence de moyens pour remédier aux maux structurels – aux menaces qui pesaient sur l'existence des petits producteurs.

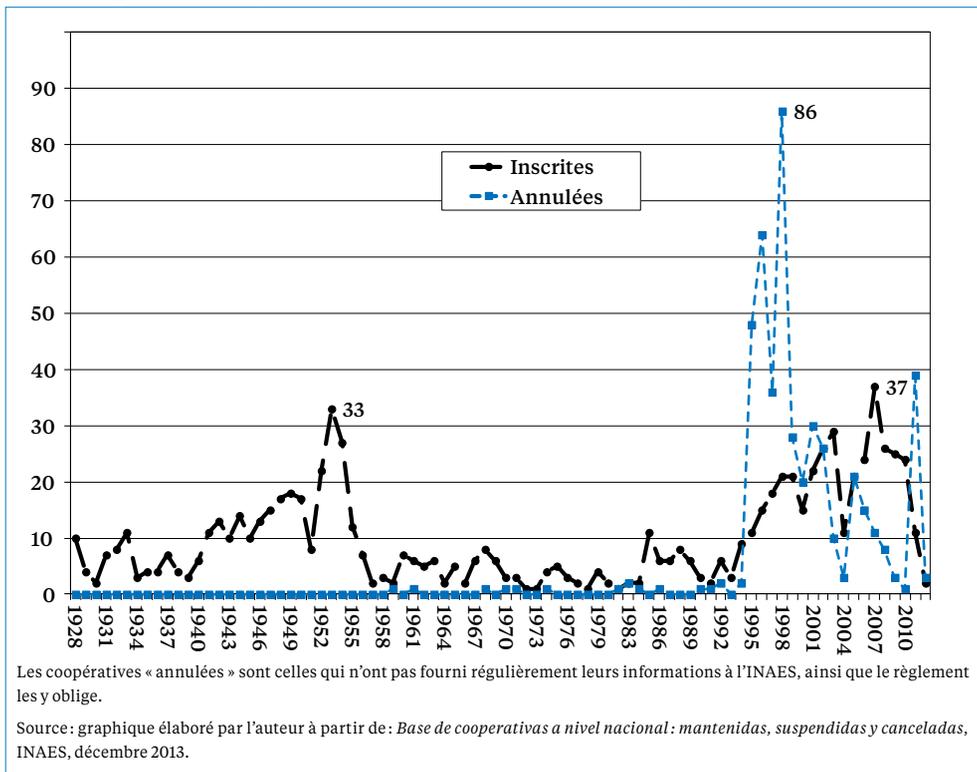
La période plus récente a vu se poursuivre le modèle de l'agrobusiness de la décennie antérieure. La dévaluation intervenue en 2002 et l'abandon de l'économie « dollarisée » constituèrent des leviers pour l'économie exportatrice. Les agro-industries renforcèrent une matrice économique reprimarisée, avec une forte concentration des acteurs et des chaînes (Basualdo *et al.*, 2012).

Les orientations néolibérales de la dernière décennie du XX^e siècle furent déterminantes pour un mouvement coopératif qui subissait les mutations de la période précédente. *« Cependant, le système coopératif tel qu'il s'était mis en place à la fin du XIX^e siècle, puis épanoui dans le cadre du modèle de substitution aux importations des années 90 ne pouvait plus être considéré comme un outil adéquat pour participer efficacement au nouveau scénario, alors même que ses organisations n'avaient pas procédé à des réformes structurelles. »* (Lattuada, Renold, 2004, p. 10).

Sur le plan national, au cours des années 90, la répartition géographique des coopératives rurales resta inchangée, 60 % d'entre elles étant localisées dans la région de la Pampa (Lattuada, 2006). L'endettement hérité de la décennie antérieure « *conditionna leurs capacités entrepreneuriales dans le nouveau contexte macroéconomique et sectoriel* » (Obschatko *et al.*, 2011, p. 77). Si ce type d'organisations demeura le plus fréquent entre les petits et les moyens producteurs (CNA, 2002), le nombre des organisations et de leurs sociétaires baissa significativement (Lattuada, 2006). En outre, avec la déréglementation économique de la décennie néolibérale, le mouvement coopératif perdit son caractère d'organisation normative. Les données de l'Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social (INAES), organisme public d'enregistrement et de réglementation de l'activité coopérative au niveau national, traduisent l'évolution de la coopération agricole pour toute la période étudiée : entre 1995 et 2003, 348 coopératives avaient cessé leurs activités, pour seulement 178 enregistrées. Parallèlement, la décennie 1990 connut un renouveau du mouvement coopératif, grâce à l'impulsion des politiques publiques qui leur octroyèrent quasiment les mêmes caractéristiques qu'aux sociétés anonymes. Dans sa base

Graphique

Coopératives agricoles inscrites et annulées en Argentine (1928-2012)



de données actualisée en 2013, l'institut signalait l'existence de 835 coopératives agricoles. En lien avec l'information statistique des années précédentes, notamment l'année 1998, les données de 2013 mettaient en évidence une continuité dans la stagnation.

Par conséquent, le coopérativisme agricole se trouva confronté au défi de se maintenir dans une économie de marché jusqu'en 2003. Ensuite, la mondialisation et l'instabilité croissante des économies mondiales bouleversèrent le cadre de l'activité économique et sociale, soumise à l'exacerbation des logiques gestionnaires. Cette transformation s'enclencha à partir de la fin du modèle productif de marché intérieur, au temps de l'Etat providence, vers le milieu du XX^e siècle. L'adaptation de l'ACA à ces mutations est exemplaire, bien qu'elle ait perdu 40 % de ses coopératives adhérentes entre 1990 et 2010. En effet, l'ACA a étendu sa zone d'influence territoriale jusqu'au nord du pays, en mettant l'accent sur la production et la commercialisation des intrants qui sont centraux dans le modèle de l'agro-business. En 2012, cette association de second niveau a assuré 10 % de l'exportation du volume total des grains exportés par l'Argentine.

Certains auteurs ont soutenu que lors de son évolution le coopérativisme s'est éloigné des réalités de l'Amérique latine, car « *au fur et à mesure qu'on avançait dans le XX^e siècle, les effets des modèles coopératifs les plus endogènes (le modèle indigéniste et celui apporté par les premiers immigrants européens), ont été dépassés par l'influence extérieure des Etats Unis et relayée par les gouvernements nationaux ou l'Eglise catholique* » (Coque, 2002, p. 155).

Si l'influence de l'Eglise n'a pas joué dans le cas argentin, en revanche, par rapport aux expériences du début du XX^e siècle, des plans de développement et des politiques publiques de nature exogène ont bien été mis en œuvre.

D'autres études affirment au contraire qu'« *au début de la seconde décennie du XXI^e siècle, le coopérativisme agricole se présente comme un secteur social et économique dynamique qui compte plus d'un millier d'organisations, couvrant la majeure partie des produits agricoles et engagé dans des processus de modernisation institutionnelle* » (Obschatko et al., 2011, p 79).

Cette description contredit les chiffres officiels qui montrent la disparition d'un nombre significatif d'organisations coopératives.

Questionnements et défis contemporains

Ce bref survol historique a permis de tracer les lignes de continuité et de rupture dans la trajectoire de la coopération agricole en Argentine. Notre réflexion s'inscrit dans un champ d'analyse qui va – de façon non linéaire – des lectures doctrinaires aux lectures académiques et révisionnistes. En mettant l'accent sur le niveau de l'organisation et les changements structurels, nous avons cherché à enrichir l'exercice difficile de synthèse critique.

Le mouvement des coopératives agricoles s'est structuré par étapes successives, avec la création d'organisations coopératives de premier, second et troisième niveaux. Ce processus est arrivé à son apogée au milieu du XX^e siècle avec l'établissement de CONINAGRO (1956). Les débats sur les modifications possibles de cette structuration n'ont abouti qu'à des projets sans lendemain, mais leur étude permet de comprendre les défis qui interpellaient les auteurs et les acteurs.

La base sociale des coopératives agricoles, composée principalement de petits et moyens producteurs, a subi une perte progressive qui s'est accentuée à la fin du XX^e siècle, affectant les conditions même d'existence de ces organisations. Dans ce mouvement de fracture entre producteurs et associations, sont apparues d'autres expériences organisationnelles qui sont devenues des canaux alternatifs de représentation (Lattuada, 2006). Cette même période a vu l'émergence du débat sur la rationalisation et/ou le rôle social des coopératives. Lattuada et Renold analysent ainsi le chemin parcouru : « *chaque étape marque le saut vers une forme d'organisation institutionnelle différente de la forme antérieure, et le processus tend vers une rupture inévitable entre les principes, les valeurs et les pratiques qui ont généré cette forme particulière d'organisation sociale* » (2004, p 81).

La présence dominante de ces organisations solidaires dans la région de la Pampa témoigne des inégalités territoriales qui sont une caractéristique de l'Argentine rurale, et qui ont pris des formes diverses au cours de l'histoire.

L'examen de l'attitude de l'Etat à l'égard des coopératives a montré que celle-ci s'est ajustée au modèle qui prévalait selon les époques. De fait, tout au long du XX^e siècle le mouvement coopératif a été successivement considéré comme un vecteur de colonisation, de modernisation et de développement.

Ce parcours historique permet d'ouvrir des pistes de réflexion sur l'actualité et l'avenir du coopérativisme agricole, ainsi que sur les défis qu'il doit affronter. Dans le contexte de la tension inhérente au modèle rochdalien entre valeurs solidaires et contraintes économiques, l'agrobusiness a généré de nouveaux dangers en opérant une marchandisation des relations. Face à la « radicalisation » du capitalisme, on peut comprendre la flexibilité inévitable des actions de cet acteur social.

A cet égard, un principe élémentaire et néanmoins important, est que les coopératives perdent leur entité lorsqu'elles dissocient leurs intérêts de ceux de leurs sociétaires. Au cours des dernières décennies, une des préoccupations des organisations coopératives argentines a été d'éviter les effets de la perte de sociétariat, à savoir l'hypothèque de leur capital et même, dans de nombreux cas, leur propre disparition. Peut-être le défi reste-t-il, comme pour les Pionniers, de parvenir, tout en gardant les pieds sur terre, à générer des projets sociaux illustrant les capacités alternatives ?

BIBLIOGRAPHIE

- Barsky O., Gelman J.**, 2001, *Historia del agro argentino. Desde la conquista hasta fines del siglo XX*, Buenos Aires, Mondadori.
- Basañes C.**, 2011, « Sistemas de capitalización en las cooperativas agropecuarias: un análisis de casos », *Documentos del Centro de Estudios de Sociología del Trabajo*, n° 74.
- Basualdo E., Schorr M., Manzanelli P.**, 2012, « Régimen económico y cúpula empresaria en la posconvertibilidad », *Realidad Económica*, n° 265.
- Cardona A.**, 1974, *Formas de cooperación en comunidades indígenas colombianas*, Colombia, Universidad Santo Tomás de Aquino.
- Centro de Investigaciones en Estadística Aplicada de la Universidad Nacional (CINEA)**, 2007, *Censo Económico Sectorial de Cooperativas y Mutuales (CESCyM)*, Universidad Nacional de Tres de Febrero, INAES.
- Coque Martínez J.**, 2002, « Las cooperativas en América Latina: visión histórica general y comentario de algunos países tipo », *CIRIEC*, n° 43, p. 145-172.
- Cracogna D.**, 1968, « Cooperativismo Agrario Argentino », *Cuadernos de Cultura Cooperativa*, n° 34.
- Doligez F., Toucas-Truyen P.**, 2015, « L'ESS en Amérique latine: de nouvelles pratiques », *Recma*, n° 337.
- Giberti H.**, 1984, « Las dos argentinas agropecuarias », *Realidad Económica*, n° 61, p. 29-48.
- Girbal-Blacha N.**, 2001, « Cooperativismo agrario y crédito oficial (1946-1955). Una aproximación a las continuidades y cambios de la Argentina peronista », *Anuario I Centro de Estudios Históricos de Córdoba Profesor Carlos S A Segreti*, p. 247-276.
- Gramsci A.**, 1980, « Análisis de las situaciones. Relaciones de fuerza », *Nueva Antropología*, Año IV, p. 15-16.
- Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social (INAES)**, 2013, *Base de cooperativas a nivel nacional: mantenidas, suspendidas y canceladas*.
- Instituto Nacional de Estadística y Censos de la República Argentina (INDEC)**, 1988 et 2002, *Censo Nacional Agropecuario (CNA)*, Buenos Aires, 1988 et 2002.
- Lattuada M.**, 2006, *Acción Colectiva y corporaciones agrarias en la Argentina. Transformaciones institucionales a los fines del siglo XX*, Buenos Aires, Editorial Universidad Nacional de Quilmes.
- Lattuada M., Renold J.**, 2004, *El cooperativismo agrario ante la globalización*, Buenos Aires, Editorial Siglo XXI.
- Ley n° 19.039**, Plan nacional de desarrollo y seguridad, 14 mai 1971.
- Lombardo P., Ravina N., Tort M., Siolotto R.**, 2009, « Crisis cooperativa y reconversión institucional », *Revista de la Facultad de Agronomía UBA*, 29 (2), p. 69-79.
- Mateo G.**, 2012, *Cooperativas agrarias y peronismo. Acuerdos y discrepancias. La Asociación de Cooperativas Argentinas*, Buenos Aires, Editorial CICCUS.
- Obschatko E., Basañes C., Martini G.**, 2011, *Las cooperativas agropecuarias en la República Argentina: diagnóstico y propuestas*, Argentina, Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca de la Nación, IICA.
- Olivera G.**, 2014, « Cooperativas y gremios chacareros como piezas claves en la política agraria peronista », in Balsa J., Lázzaro S., 2014, *Agro y política en Argentina. El modelo agrario en cuestión, 1943-1955*, Buenos Aires, CICCUS.
- Rapoport M.**, 2000, *Historia económica, política y social de la Argentina (1880-2000)*, Buenos Aires, Editorial Macchi.
- Ressel A., Silva N.**, 2008, « Estudio de las cooperativas agrarias en Argentina », in Martí J.-P., 2008, *Cooperativas e Integración Regional. La trayectoria de las cooperativas agropecuarias y de ahorro y crédito en el MERCOSUR*, Uruguay, Instituto de estudios cooperativos.
- Rofman A., Romero L.**, 1974, *Sistema socio-económico y estructura regional en la Argentina*, Buenos Aires, Amorrortu Editores.
- Yuri Izquierdo M.**, 1972, *Quince años en el cooperativismo agrario argentino (1953-1968)*, Buenos Aires, Intercoop.